

Le mot du président

NOS DISCIPLINES MÉPRISÉES

Dans les "réformes" menées actuellement par Mme Pécresse et M. Chatel, confirmant et aggravant des régressions depuis longtemps constatées, c'est la notion même d'enseignement disciplinaire qui est attaquée. Les historiens-géographes n'en sont d'ailleurs pas les seules victimes...

Lorsqu'on supprime les modules en seconde et l'histoire-géographie obligatoire en terminale S pour créer dans le même temps des enseignements à l'objet flou et mouvant de type "littérature et société", pouvant être attribués aussi à nos collègues de lettres, on sacrifie nos disciplines à l'opportunité de supprimer des postes "en douceur" en profitant des départs en retraite.

Lorsqu'on envisage d'"estétiser" le bac au terme de la réforme (plaisant néologisme d'un I.P.R. suggérant que les épreuves pourraient bien ressembler à celles du bac STT), on fait fi des critères d'évaluation et de l'approche épistémologique propres à nos disciplines.

Lorsqu'on prévoit de contrôler dans les concours de recrutement la compétence à "agir en fonctionnaire de l'État de façon éthique et responsable", on ouvre — ou on ferme — la porte de notre profession en fonction de critères hautement contestables, sans rapport avec la connaissance de notre champ disciplinaire ou notre pédagogie.

Lorsque le Conseil pédagogique, désigné par le principal ou le proviseur, devient l'instance compétente en matière d'horaires d'enseignement, la place accordée à nos matières dans l'établissement est soumise à l'arbitraire et devient l'objet de marchandages.

Lorsqu'au collège, on empile les tâches annexes (sécurité routière, B2i, stages en entreprise, etc.) au détriment des cours face aux élèves, on fait du professeur un simple factotum.

Lorsque, de plus en plus, la notation administrative se fonde sur l'action de l'enseignant en-dehors de sa classe, la maîtrise de son sujet et la qualité de ses cours deviennent quantité négligeable.

Lorsqu'on s'obstine à imposer pour le recrutement des collègues une "mastérisation" ingérable, on oblige les candidats aux concours à sacrifier leur préparation, donc la connaissance de leur discipline.

Lorsqu'on élabore en toute hâte des programmes d'histoire aux intitulés parfois vides de sens, poussant à l'excès la logique "thématique", multipliant les coups de projecteur et segmentant le savoir, on désespère les collègues qui connaissent les limites de l'acquisition des repères chronologiques par les élèves de seconde.

Dans cette ambiance délétère, comment s'étonner que les effectifs en fac d'histoire et de géographie fondent, et que le métier que nous aimons n'attire plus les étudiants ? Comment s'étonner que les E.N.S. envisagent de déconseiller à leurs élèves de préparer l'agrégation ? Lorsque la politique éducative a pour axe principal la diminution du nombre des professeurs, quel qu'en soit le coût en termes de transmission des savoirs,

APHG

BOURGOGNE



LETTRE DE LA RÉGIONALE N°57

FÉV 2010

Sommaire :

p. 2 : *Nos collègues publient* : J.M. Berlière, F. Liaigre, L'affaire Guy Môquet, (Micheline Cinquin)

Nouvelles du front : l'histoire-géographie dans la réforme des lycées, par Gérard Déclas

p. 3 : *Compte rendu de la journée APHG du 25 nov.*
Anne-Marie Thiesse : le modèle général de formation des identités nationales en Europe.

p. 4 : Maurice Carrez : questions linguistiques et nationalismes en Scandinavie dans la seconde moitié du XIXe s.

p. 6 : *Compte rendu de l'assemblée générale du 12 décembre 2009*, par Didier Doix.

Appel à communication de la part du comité départemental pour l'histoire de la Révolution en Côte d'Or (26 novembre 2010)

p. 7 : Préparation du voyage en Syrie

p. 8 : Préparation de la sortie à Lyon

on décourage les enseignants qui voient chaque année leur charge de travail s'alourdir et son efficacité en souffrir.

Tout cela va dans le même sens : la République que nous voulons servir néglige notre formation, ne nous fait plus confiance, ne nous permet plus d'enseigner nos disciplines dans des horaires décents, attaque notre liberté pédagogique. Nous refusons d'être considérés, soit comme des budgétivores à dégraisser, soit comme les exécutants dociles des lubies affichées au gré des "plans com" de nos dirigeants !

Gérard Déclas

Nos collègues publient

L'affaire Guy Môquet

Enquête sur une mystification officielle

Jean-Marc BERLIÈRE [professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Bourgogne – spécialiste de la police] et Franck LIAIGRE [professeur en Loire-Atlantique – termine une thèse sur les FTP et la lutte armée] - *Larousse, Essais et Documents, 2009*

Les auteurs présentent leur étude par ces constats : « L'histoire est un enjeu permanent et une arme de la vie politique » - « L'histoire et la politique n'ont jamais fait bon ménage ».

Donnant quelques exemples de réécriture téléologique de l'histoire par des hommes politiques de tout bord, les auteurs rappellent ensuite les origines sociales de Guy Môquet (son père était député communiste sous la III^e République), le sens de son engagement militant en 1940, les circonstances de son arrestation le 13 octobre 1940, de son internement et de son exécution le 22 octobre 1941.

Puis ils montrent comment le Parti Communiste Français a instrumentalisé la mémoire de Guy Môquet de 1945 à nos jours, mais aussi pourquoi l'actuel président de la République a utilisé cette icône dès septembre 2006 au cours de la campagne présidentielle.

Cette démystification est conduite selon une démarche historique rigoureuse, appuyée sur l'étude méthodique de pra(entretiquement tous les fonds d'archives actuellement accessibles, référencés en fin d'ouvrage.

Les auteurs posent notamment trois questions essentielles et sensibles : Guy Môquet peut-il être qualifié de « résistant » ? La fusillade par les Allemands, en octobre 1941, de militants communistes dont certains avaient été arrêtés fin 1939, permet-elle d'affirmer l'engagement précoce du PCF dans la lutte patriotique ? Le choix des otages du camp de Choiseul, fusillés le 22 octobre 1941, fut-il le fait des Allemands ou de Pucheu, le ministre de l'intérieur du gouvernement de Vichy ?

Alors que Nicolas Sarkozy annonce dès le 16 mai 2007 – jour de son investiture – que la dernière lettre de Guy Môquet à ses parents sera lue dans tous les lycées de France le 22 octobre – parce que « un jeune homme de dix-sept ans qui donne sa vie à la France, c'est un exemple non pas du passé mais pour l'avenir » -, Marie-Georges Buffet – secrétaire générale du PCF – écrit le même jour qu'il s'agit d'un « message fort » « parce que ce jeune homme était porteur de patriotisme par son

engagement dans la résistance, mais aussi parce que son combat pour l'émancipation humaine avait un but, celui de construire une République des droits et des libertés dans une démocratie. »

Les auteurs rappellent que « le devoir de mémoire » au nom duquel on a pu écrire n'importe quoi, ne peut se substituer au travail historique.

Or dans cette affaire, le président de la République a pu « faire exploser le front antisarkozyste » et tenté une opération d'union nationale, alors que la direction du PCF a réactualisé l'idée d'un Guy Môquet, incarnation de la « résistance aux barbares hitlériens », défenseur des droits et libertés démocratiques.

En reproduisant les textes de l'été et automne 1940 (appel du 10 juillet 1940 de la direction clandestine du PCF et tracts distribués par les Jeunesses communistes), les auteurs montrent que ces affirmations sont aux antipodes des positions politiques du PCF de 1940 dont les axes étaient : pacifisme contre la guerre impérialiste menée par les franco-anglais, combat anticapitaliste, soutien inconditionnel à l'URSS.

En conclusion, les auteurs dénoncent une « caporalisation mémorielle » et s'inquiètent « d'une crise de l'histoire qui confine à une capitulation, voire à un naufrage. »

Micheline Cinquin

Nouvelles du front : l'histoire-géographie dans la réforme des lycées

La grande affaire qui a occupé l'APHG ces dernières semaines a été la suppression de l'enseignement obligatoire de l'histoire-géographie en terminale S. Cette réforme, habillée comme d'habitude d'oripeaux pédagogiques, a été l'objet de manœuvres et de marchandages (APHG consultée pour la 1^{ère} fois le 9 novembre, heure obligatoire ajoutée, puis transformée en heure et demie optionnelle, 1/2 h supplémentaire optionnelle accordée entre 2 portes en fin de réunion, annonce par le ministre le 19 novembre...). Où est la "très large concertation" dont se vante le ministère ?

Les élèves de S sont privés, si l'on prend en compte la suppression des modules et l'absence d'histoire-géographie obligatoire en terminale, de 54 heures d'histoire-géographie à la rentrée 2010 (ceux des générations précédentes avaient déjà perdu 36 h en 1992, puis 12 h en 2001 !). Dans ces conditions, le ministre ne manque pas d'air lorsqu'il affirme : "L'histoire-géo va garder la place éminente qui a toujours été la sienne dans le système éducatif français et va même voir sa place confortée". Même l'affirmation selon laquelle il y a désormais "tronc commun" en première est trompeuse, puisque les élèves de S passeront leur épreuve d'histoire-géographie au bac en première et ceux de L et ES en terminale, sur des programmes différents.

L'APHG nationale a vite et bien réagi, en refusant les nouveaux horaires et en adoptant en assemblée générale le 30 novembre le texte bref et direct d'un appel proposé à signature sous forme électronique. Il a rallié 26 000 personnes, beaucoup plus que ce que nous espérions alors. Depuis — divine surprise — nous avons assisté à un

mouvement d'opinion assez puissant, suite à l'initiative d'historiens et d'intellectuels comme Jean-Pierre Azéma, Jean-Jacques Becker, Serge Berstein, Alain Finkielkraut, Jean-Noël Jeanneney, André Kaspi, Hervé Le Bras, Jacques Le Goff, Evelyne Lever, Pierre Milza, Michelle Perrot, Antoine Prost, Jean-Pierre Rioux, Jean-François Sirinelli, Benjamin Stora, Jean Tulard, Annette Wieviorka, Michel Winock... bientôt suivis par des politiques de tous bords.

Du côté de la Régionale de Bourgogne, nous avons répondu rapidement aux demandes du Bureau National sur les horaires, en novembre (faisant entendre une voix déterminée), puis sur les programmes, en janvier (merci aux collègues qui nous ont envoyé leurs remarques suite à l'appel mis en ligne sur notre site ; la synthèse y est publiée et a été transmise) ; nous sommes intervenus dans les débats de l'Assemblée Générale de novembre à Paris et du Comité national de janvier pour insister, comme d'ailleurs la grande majorité des présents, sur le caractère inacceptable de ces réformes, qui introduisent une rupture dans des équilibres reconnus ; nous avons régulièrement mis le site à jour afin de diffuser les informations du National et de faire le point sur l'avancement de la pétition ; nous avons écrit aux 26 parlementaires de Bourgogne pour les sensibiliser au problème et les inviter à signer l'appel de l'APHG (seuls MM. Soisson et Sirugue nous ont fait part de leur soutien ; ce dernier a aussi déposé une question écrite au ministre) ; nous sommes intervenus (trop brièvement à notre goût) dans les médias locaux (interviews de Didier Doix dans le *Journal de Saône-et-Loire* et de Gérard Déclas sur France 3 Bourgogne).

Reconnaissons que pour l'instant, toutes ces actions n'ont pas débouché sur de grands succès : le rouleau compresseur de la "réforme" avance ; adoption du projet Chatel par le Conseil Supérieur de l'Éducation, obstination du ministre à maintenir les nouveaux horaires, mise en route précipitée de programmes ayant des aspects très contestables (manque de cohérence dans celui d'histoire, qui par ex. écarte en médiévale une question qui "fonctionnait" bien et la remplace par le sujet le moins polémique possible...) ; seuls quelques amendements de détail proposés par l'APHG (intitulés, élargissement de certaines questions) ont été pris en compte ; les éditeurs ont été avertis des programmes avant même que s'ouvre la "consultation" des collègues, en cours jusqu'au 12 mars.

Mais nous devons continuer à nous battre. La pétition est toujours en ligne ; faites-la signer à vos proches : **elle n'est pas qu'une affaire de profs !** Par ailleurs, la situation politique peut évoluer... Nous contactons de notre côté les candidats aux Régionales en Bourgogne pour leur demander de prendre position. Nous pouvons encore agir sur les programmes de première, et nous avons 18 mois avant que le sort des terminales soit fixé de manière irrémédiable !

N'hésitez pas à vous connecter régulièrement au site <http://aphgbourgogne.free.fr> : les nouvelles (pour l'instant surtout les mauvaises) ont tendance à se précipiter.

Gérard Déclas

JOURNÉE D'ÉTUDES DE LA RÉGIONALE DE DIJON (24 novembre 2009) :

LES NATIONALISMES EN EUROPE AU XIX^e SIÈCLE

Anne-Marie Thiesse : le modèle général de formation des identités nationales en Europe

La notion d'identité nationale, aujourd'hui projetée au premier plan de l'actualité médiatique, est en fait une invention très récente, une notion peu utilisée avant 1980. Jusque là, le concept d'identité s'appliquait à un individu, et l'idée de l'étendre à des groupes sociaux serait apparue chez des sociologues américains étudiant des groupes d'exclus : de l'affirmation de l'identité des noirs, par exemple, on passe ensuite à l'affirmation de l'identité des femmes, ou en France de l'identité des groupes régionaux.

C'est dans les années 1980 que l'on applique cette notion à des majorités ; la fin de la Guerre froide semble alors délégitimer les identités de classes sociales chères aux marxistes et amener une quête de références nouvelles. D'autre part le développement de la mondialisation économique et culturelle provoque des réactions de repli : l'extrême droite développe alors avec un certain impact une thématique de refus de l'immigré.

On assiste en même temps à un renouveau des études historiques sur la nation, qui avaient connu une période de discrédit après 1945. Mais pour les chercheurs il s'agit moins de s'interroger sur l'essence de la nation que sur le processus de sa construction, d'où leur perplexité devant les débats sur cette prétendue notion d'identité nationale française.

Mme Thiesse insiste sur l'apport de plusieurs auteurs. Benedict Anderson, auteur d'*Imagined Communities* (Londres, 1983), titre mal traduit par *L'Imaginaire national* (La Découverte, 1996), insiste sur le tournant du XVIII^e siècle. Les périodes antérieures connaissent surtout deux types de communautés sociales, les communautés de religion et les royaumes formés autour d'une fidélité dynastique, qui s'accommodent de frontières fluctuantes établies grâce à des conquêtes ou des unions matrimoniales (exemple de l'Autriche). L'époque moderne remet en cause l'universalité de la langue latine et sécularise les rapports entre l'homme et Dieu ; l'essor de l'imprimerie favorise le développement de communautés linguistiques, tandis que le pouvoir monarchique absolu est contesté et que l'essor de l'horlogerie et de la cartographie traduit une vision plus rationnelle de l'espace et du temps. La nation est dans cette perspective une « communauté imaginaire » non religieuse, qui se définit comme limitée dans l'espace et les états nations créent une sorte « d'universalisme du particulier ». La nation souveraine transmet un « héritage collectif » un peu à la manière d'un bien familial.

Ernst Gellner, professeur à Londres, auteur de *Nations and Nationalism* (1983), ramène cette évolution à une opposition entre société rurale traditionnelle et société industrielle. Dans la première s'oppose une petite classe dirigeante à une

masse paysanne éclatée en petites communautés : l'ordre social y est justifié par la religion établie. Dans la seconde la classe instruite prend de l'importance, le travail se diversifie et entraîne une différenciation des fonctions et une mobilité géographique et sociale accrue. On voit naître un corps de formateurs qui diffuse une éducation commune homogène : le symbole du pouvoir n'est plus le bourreau, mais le professeur... Le nationalisme n'est pas le réveil de formes anciennes mises en sommeil, mais la création de nouvelles unités, et l'établissement de frontières culturelles et étatiques autour d'elles.

Eric Hobsbawm et Terence Ranger ont dans *The Invention of Tradition* (1983) souligné que beaucoup de traditions sont en fait récentes, que la modernité se réfère au passé ancestral mais ne reconstitue pas ce passé, et tend plutôt à le réécrire.

Les auteurs antérieurs cherchaient plutôt à définir l'essence de la nation, au risque de créer des mythes. On cite souvent la conférence d'Ernest Renan, *Qu'est-ce qu'une nation ?*, prononcée en 1882 dans un contexte marqué par la controverse sur l'appartenance de l'Alsace-Lorraine. Le passé devient un patrimoine commun, d'où l'instrumentalisation de l'histoire qui va mettre en valeur des héros emblématiques et des faits héroïques. Mais Karl Marx avait dès 1848 mis en avant l'internationalisme des classes sociales et dans le contexte de l'empire multinational des Habsbourg, le socialiste Otto Bauer avait en 1907 essayé de promouvoir l'idée de nations sans définitions territoriales : le siècle suivant semble avoir rejeté ces solutions.

La construction des nations est pour l'essentiel l'œuvre du XIXe siècle, et elle suppose un gros travail de reconstitution. On attache une grande importance à la langue, mais au départ les cartes linguistiques sont fausses : la langue parlée n'est pas celle des élites, et elle varie d'une région à l'autre. A la manière française on va tenter de généraliser l'usage d'une langue officielle unique, ce qui souvent ouvre des chantiers philologiques énormes : on introduit des néologismes dans la langue des classes dirigeantes, ou on crée une langue à partir d'un dialecte principal. Le roumain est défini vers 1860 en excluant les mots slaves et en employant l'alphabet latin, d'où des problèmes ultérieurs en Moldavie soviétique.

Les recherches historiques permettent de sélectionner des sources qui attestent d'une communauté nationale qui vit depuis la nuit des temps. On sélectionne des héros nationaux emblématiques (Vercingétorix, Arminius, etc.), qui peuvent aussi être des brigands populaires (Robin Hood). L'histoire peut servir alors à légitimer des revendications territoriales : on réclame la possession d'une région au nom de l'antériorité de la présence sur le terrain, comme en Transylvanie ou à l'est de l'Oder. Mme Thiesse illustre fort bien son propos par des tableaux et des gravures évoquant l'histoire nationale des divers pays.

Elle souligne aussi l'importance de la notion de monument historique : les vieux bâtiments que l'on rénove ou détruisait dans l'indifférence deviennent à partir de l'époque romantique les symboles d'un patrimoine ancestral que l'on souhaite mettre en valeur, sauvegarder, voire restaurer

(exemples cités : le roman de Hugo, ainsi que la restauration des châteaux de Pierrefonds ou du Haut-Koenigsbourg).

L'affirmation de la permanence du fonds populaire de la culture nationale débouche sur l'intérêt pour les traditions rurales : costumes, habitat, légendes, musique, etc. Le musée Skansen de Stockholm est le modèle de ces musées d'architecture populaire que l'on va créer ailleurs, souvent pour protéger des édifices en bois. On va inventer des formes traditionnelles d'artisanat populaire (les matriochkas sont créées en 1890 !), on va préserver des paysages nationaux typiques pour touristes (la puszta hongroise). Même le mobilier contemporain britannique ou autrichien prétend renouer avec la tradition artisanale nationale, promue au rang de symbole de qualité.

Les intellectuels ont joué un rôle majeur dans cette construction d'une culture nationale, mais l'intervention des classes dirigeantes nouvelles et des états va lui donner une nouvelle ampleur en en faisant une culture de masse, par le biais de l'école, des mouvements de jeunes, des groupes sportifs ou musicaux, qui mériteraient à eux seuls une autre étude.

Prise de notes : Claude Farenc

Vous trouverez sur notre site la bibliographie remise par Anne-Marie Thiesse aux participants :
<http://aphgbourgogne.free.fr/lettrpdf/biblinat.pdf>

Maurice Carrez : Questions linguistiques et nationalismes en Scandinavie dans la seconde moitié du XIXe s.

La conférence de Maurice Carrez portait sur les rapports entre les questions linguistiques et les questions nationales dans les pays de l'Europe du Nord. Avec d'entrée de jeu une **mise en garde** : d'une part, les situations sont diverses et il n'y a pas d'homogénéité entre les pays scandinaves, chaque pays a sa problématique ; d'autre part, les questions linguistiques sont des paravents à des problèmes sociaux que les Etats veulent écraser.

Dans un premier temps, Maurice Carrez a passé en revue les **contours idéologiques de la question linguistique**. Il rattache la question d'une langue nationale au mouvement du national romantisme qui postule que le peuple révèle l'âme nationale d'origine. La tradition nationale vit par la langue et dans la langue. De ce fait on part à la recherche d'un passé mythique que l'on reconstitue (cf : les sagas islandaises, le Kalevala finnois...). La quête se fait aussi à travers un réveil religieux qui affecte tous les pays scandinaves, et se fait dans les parlers populaires et en marge des Eglises luthériennes établies. Cette recherche repose sur des présupposés sociaux : il faut aller au peuple qui est censé avoir conservé les traditions et les langues d'origine, l'éduquer et le guider.

Et le tout cache un projet politique de constitution de la nation : isoler les ennemis de la cause nationale (c'est à dire les membres des classes supérieures et les défenseurs de la langue nationale utilisent le ressentiment des classes rurales

et urbaines contre les ordres privilégiés), établir la concorde sociale, s'affranchir de la tutelle étrangère.

S'il y a une certaine homogénéité dans les composantes du national romantisme, **les pratiques ont été différenciées.**

Fondamentalement, les intellectuels, les journalistes, les linguistes sont attachés à revitaliser les héritages populaires qui s'opposaient aux langues des élites, de l'administration, des classes sociales supérieures. Le mouvement repose sur une idéalisation de l'héritage rural et sur l'équation paysan, avec des qualités consubstantielles, = bon citoyen. L'objectif était aussi de tenter d'unifier de codifier les deux niveaux de langues alors que les pouvoirs conservateurs se refusaient à prendre des mesures en ce sens (niaient d'ailleurs qu'il y eût un problème linguistique lié à la question nationale). Ce qui pose aussi un problème social et politique : l'unification par la langue induit une conversion des élites.

La réussite de Selma Lagerlof est d'avoir opéré cette fusion.

La grande affaire a donc été la mobilisation des masses autour de la langue et de la culture : toute une pléiade d'associations, d'institutions pour adultes, de sociétés de jeunesse, les grands organes de presse sont entrés dans le combat... mais il fallait aussi pénétrer les rouages de l'Etat. Les intellectuels et les linguistes entrent dans les commissions d'études et les structures éducatives officielles. Dans les partis politiques (années 80-90), la question nationale et linguistique devint un enjeu.

Les formes d'action très diverses expliquent que l'idéologie nationale ait imprégné tout le corps social.

La gestion des conflits : Sur la question linguistique, la conciliation interne l'a emporté en Suède, au Danemark et le plus souvent à cause de la conjoncture politique.

Ailleurs, il y eut des compromis en externe avec la puissance occupante (en Finlande avec la Russie, en Islande)... et quelques affrontements violents (ex. la guerre des duchés de 1864).

Conclusion

Il est abusif de faire des généralisations sur le nationalisme dans les pays scandinaves. Mais il y a des traits communs entre langue et nationalisme au XIXe et au début du XXe s. La question de la langue a été un moyen de canaliser les rancœurs des sociétés rurales en mettant en difficulté les élites conservatrices. Ce fut aussi une manière de revendiquer l'indépendance contre une occupation étrangère qui confortait le conservatisme. Enfin, la question linguistique est plus liée à la transition de l'ancien régime vers la société libérale qu'à des facteurs purement culturels et elle a aussi permis d'occulter les vrais problèmes sociaux.

Prise de notes : Dominique Viaux

À noter: Les comptes rendus des interventions de Jean-François Berdah sur *les nationalismes dans la péninsule ibérique au XIX^{ème} siècle* et de Maurice Carrez sur *l'imbroglio yougoslave* seront publiés dans le n° 58 de la Lettre de la Régionale.

Mises au point sur le numéro 56

À propos du compte rendu du voyage au Costa Rica, notre collègue **Denis Lamarre** nous précise que si les arbres de la forêt ombrophile « doivent développer largement leurs racines latérales, c'est parce qu'ils trouvent uniquement près de la surface leur alimentation en sels minéraux. En-dessous, le sol (très épais) est lessivé. C'est bien la pluie qui est l'élément essentiel du climat... » Merci beaucoup pour cette rectification et apport supplémentaire.

Didier Doix

Dans nos notes prises pendant la conférence de **Gérard Hugonnie** *Didactique du développement durable*, nous avons écrit un peu vite : « le développement durable, ce n'est donc ni la lutte contre le réchauffement climatique, ni la protection de la diversité, ni le respect des équilibres écologiques » ; le conférencier nous l'ayant très gentiment fait remarquer, nous corrigeons bien volontiers : « le développement durable, ce n'est pas seulement la lutte, etc. ». Nous prions notre collègue d'accepter nos excuses pour cette formulation erronée et le remercions à nouveau de sa participation très enrichissante à notre journée de formation.

Gérard Déclas

Quelques informations

Gilbert Meynier, que nous avons invité en novembre 2007 à notre journée "histoire" sur la décolonisation, a publié avec Mohammed Harbi dans le quotidien algérien El Watan un article dénonçant l'« esthétisme colonial-guerrier à sens unique » du livre *La guerre d'Algérie*, de Patrick Buisson.

Vous pouvez lire cet article sur le site de [mediapart.fr](http://www.mediapart.fr): <http://www.mediapart.fr/club/edition/usages-et-mesusages-de-lhistoire/article/020110/la-guerre-d-algerie-francaise-de-patric>

Les prochaines conférences d'**Icovil**, à La Nef, place du Théâtre, 21000 Dijon (entrée libre) porteront sur les thèmes suivants :
mardi 2 mars : **Guy Renaud**, Professeur émérite à l'Université de Bourgogne - Le passé industriel de Dijon, un patrimoine méconnu
mardi 4 mai : **Yves Boquet**, Professeur de géographie à l'Université de Bourgogne - Défis urbains des mégapoles de pays en développement - L'exemple de Manille (Philippines)

Nous ne sommes pas seuls dans l'adversité ! Le gouvernement italien prévoit de diminuer significativement — et dans certaines sections de supprimer — l'enseignement de la géographie dans le secondaire. L'AIIG, association italienne des professeurs de géographie, diffuse donc internationalement un appel pour défendre sa discipline. Nous vous invitons à le signer sur notre site : <http://aphgbourgogne.free.fr/italgeo.htm>.

Assemblée générale du 12 décembre 2009

Encore une fois l'Assemblée générale de décembre dernier a été placée sous le signe de l'urgence avec de nouvelles menaces pour nos disciplines.

Le président Gérard Déclas a d'abord évoqué la mémoire de Jean Peyrot, ancien président de l'APHG, qui est décédé en pleine action militante ; sa mémoire et sa connaissance des textes et des actions, son dynamisme, son courage, sa fermeté, vont manquer à toute l'association.

En effet, le gouvernement poursuit ses réformes, en particulier la mastérisation dans la formation des maîtres et la réforme des lycées qui verra ainsi un élève de série S perdre au cours de sa scolarité en lycée 54 heures d'histoire-géographie sur environ 162 heures aujourd'hui. Les 4 heures en 1ère S ne sont pas un magnifique cadeau : il y a 20 ans, tous les élèves avaient 4 heures en 1ère et en terminale !

Les commissions et l'Assemblée générale de Paris ont connu des débats houleux pendant lesquels la grande majorité des présents a souligné le caractère inacceptable de ces réformes ; la pétition mise en ligne rapidement (et relayée sur notre site) souligne en particulier le rôle fondamental de l'histoire-géographie pour éclairer les débats contemporains sur les identités, les cultures, les territoires et la mondialisation. Il est toujours temps de la signer et de la faire signer. De grands noms d'historiens et d'intellectuels l'ont signée ainsi que des politiques de tous bords, sans oublier les adhérents de la régionale. Leurs arguments rejoignent les nôtres : À l'heure de la mondialisation, les futurs bacheliers scientifiques n'auraient donc nul besoin de se situer dans le monde d'aujourd'hui par l'étude de son processus d'élaboration au cours des dernières décennies, pas plus que par l'analyse de sa diversité et des problèmes qui se posent à la planète et à son devenir ! En outre, ils se trouveront dans l'impossibilité d'accéder à certaines formations supérieures de haut niveau pour lesquelles la connaissance de l'histoire et celle de la géographie sont indispensables et vers lesquelles ils se dirigent en nombre croissant.

Gérard Déclas y ajoute le problème de la maturité nécessaire pour traiter des problèmes complexes de l'histoire depuis 1945 et de la mondialisation, ainsi que le flou existant dans la notion de tronc commun en 1ère.

La régionale a réagi en répondant toujours rapidement au « national », en actualisant régulièrement notre site Internet et en contactant, parfois en vain, les médias locaux et les députés et sénateurs.

Le bilan n'est pas brillant : mascarade de la séance des questions à l'Assemblée Nationale, adoption de la réforme par le Conseil Supérieur de l'Éducation ; mais beaucoup de politiques ont réagi négativement et un mouvement d'opinion est né : la réforme n'est pas totalement mise en œuvre et elle doit être combattue.

En plus de l'aspect disciplinaire, cette réforme présente d'autres dangers en augmentant l'autonomie des établissements et les pouvoirs des chefs d'établissement et du Conseil pédagogique (nommé

par... les chefs d'établissement) : tensions entre disciplines pour le partage des horaires et des politiques d'établissement de plus en plus divergentes au détriment de l'égalité entre les élèves.

N'oublions pas non plus les ravages de la formation des maîtres avec la préparation, la même année, du Capes et du mastère 2 ; l'agrégation serait, elle aussi, menacée, car elle devient une aberration dans le système européen et français.

La poursuite de l'Assemblée générale a été plus sereine ; nos activités ont rencontré un succès largement mérité, ainsi pour le voyage à Panama et au Costa-Rica et celui à Bâle, à tel point que pour le prochain en Syrie, il nous a fallu refuser des inscriptions (malgré nos craintes au départ). Succès aussi pour la journée de formation d'histoire, toujours très enrichissante ; pour éviter les difficultés liées à l'emploi du temps des intervenants universitaires, nous avons décidé de repousser cette journée au printemps : la prochaine journée (mers et littoraux) aura lieu au printemps 2011.

Jean-Michel Nuffer, le trésorier, nous a ensuite présenté un bilan financier clair et équilibré où le poste de dépenses le plus important est représenté par les timbres pour l'envoi de notre Lettre ; encore merci aux départements d'histoire et de géographie de l'Université de leur aide pour le tirage de cette Lettre.

L'Assemblée générale s'est terminée magnifiquement avec le film de notre ami Pierre Giroux, film qui, à lui seul, devrait attirer les foules des adhérents de l'APHG, tant sa qualité est grande ; la soirée s'est achevée convivialement autour d'une table pour le souper.

Didier Doix

APPEL À COMMUNICATION

Religion et révolution en Côte-d'Or 4^{èmes} rencontres bisannuelles du Comité départemental pour l'histoire de la Révolution en Côte d'Or

le vendredi 26 novembre 2010

Après « Réjouissances citoyennes », « Émeutes et journées révolutionnaires », « Citoyennes et citoyens de Côte-d'Or en Révolution », le Comité départemental pour l'histoire de la Révolution en Côte-d'Or organise, en partenariat avec les Archives départementales de la Côte-d'Or, une quatrième journée d'études consacrée aux questions religieuses.

L'époque de la Révolution française a été un moment crucial de redéfinition des relations de l'Église catholique avec l'État, à travers d'abord la Constitution Civile du Clergé qui devint un enjeu politique de première importance et qui créa un clivage considérable dans les populations. Parallèlement, cette période a également été celle de la définition du statut des autres cultes

(réformé, israélite) ainsi que celle de la naissance et de la maturation de l'idée de liberté de conscience et de culte, de séparation de l'Église et de l'État. Enfin, des cultes dits révolutionnaires sont, furtivement, apparus.

Ces bouleversements dans l'histoire religieuse française ont donné lieu à des débats historiographiques violents notamment lors des commémorations du premier centenaire de 1789. A Dijon, l'abbé Reinert a accumulé des dossiers considérables sur le clergé de Côte-d'Or, sous forme de collections de documents et de fiches biographiques rédigées, conservées à la Bibliothèque municipale de Dijon. A l'occasion du classement du fond, qui sera présenté par son auteur Sébastien Langlois, le Comité a souhaité proposer une journée d'étude sur cette question, soit dans une perspective historiographique, soit dans celle de l'histoire de la période, à travers l'étude d'une ou de plusieurs personnalités, l'organisation du nouveau diocèse, celle des groupes religieux minoritaires, le travail du clergé constitutionnel et les résistances qu'il a rencontrées, l'action du clergé réfractaire, la mise en place des cultes nouveaux etc...

Les titres des propositions de communication, accompagnés d'un court résumé, peuvent être envoyés, avant le 15 avril 2010, à Christine Lamarre (43, rue Chabot-Charny, 21000 Dijon, christine.lamarre@gmail.com) ou à Claude Farenc (32, rue Charles Brifaut, 21000 Dijon, claude.farenc@wanadoo.fr).

Voyage en Syrie

La préparation de notre voyage se poursuit. Les participants ont été contactés pour l'affrètement (auprès de notre transporteur habituel Morey Voyage) d'un autocar entre Dijon et Roissy – Charles de Gaulle ; le trajet aller-retour coûtera 70 euros par personne (35 euros pour la personne qui ne fera que le voyage aller et 52,50 euros pour celles qui feront l'aller-retour depuis la gare de péage d'Avallon). Pour les inscrits, le prix du trajet sera inclus dans la facture qui vous sera envoyée par Voyageurs du Monde fin février.

Départ le **dimanche 4 avril à midi 15** (devant le centre d'information et de recrutement des forces armées, 7 place Wilson, 21000 Dijon) [téléphone portable de Gérard Déclas : 06 14 76 73 80]

Pour les autres, rendez-vous directement à l'aéroport selon les indications fournies par VDM.

Pour l'ensemble des participants : Voyageurs du Monde vous enverra fin février la facture du voyage ; dès réception du solde, vous recevrez à votre domicile une pochette contenant toutes les informations pratiques.

Si vous souhaitez participer à la petite brochure que notre secrétaire Didier Doix s'est proposé de mettre en pages, envoyez votre contribution à : didier.doix@gmail.com.

Pour d'éventuelles informations dans les semaines à venir, contactez régulièrement le site <http://aphgbourgogne.free.fr/voyg2010.htm>.

Régionale de Bourgogne

président : Gérard Déclas

secrétaire : Didier Doix

trésorier : Jean-Michel Nuffer

rédacteur de la Lettre : Jean-Marc Bonnefoy

élu sur la liste nationale au Comité National : Yves Boquet

représentants de la Régionale au Comité National : Gérard Déclas et Didier Doix

membres des commissions pédagogiques :

collèges : Didier Doix

lycées : Jean-Michel Nuffer ou Gérard Déclas

Europe : Gérard Déclas ou Jean-Michel Nuffer

enseignement technique : Marie-Jo Ferrand

civisme : Marie-Josèphe De Bergh

site web : <http://aphgbourgogne.free.fr>

adresse mël : aphgbourgogne@free.fr

**Projet de week-end à LYON
les 12 et 13 juin 2010**

**Thème : des projets d'urbanisme
pour le XXI^e siècle**

Projet de programme proposé par Micheline Cinquin et Julien Lahaie, ingénieur urbaniste (et ami de Guillaume Doix), qui se met aimablement à notre disposition pour nous présenter 4 projets d'urbanisme :

samedi 10 h/12 h : le quartier des Gratte-Ciel à Villeurbanne, construit dans les années 1930 et qui fait l'objet d'un projet de rénovation
repas à la Brasserie Georges

samedi après-midi : l'aménagement du sud de la presqu'île : projet « Confluence » (parcours de 2 km à partir de la place Carnot et de la gare de Perrache)

samedi soir : possibilité d'assister à un spectacle dans le cadre des « Nuits de Fourvière » (en option car la programmation ne sera connue qu'en mai ? proposition sera faite ultérieurement aux inscrits).

dimanche matin : présentation du quartier de la Part-Dieu et du projet Part-Dieu 2020

dimanche 11 h 30/15 h 30 : présentation du projet « Rive de Saône » à partir d'un bateau avec repas pris à bord (à confirmer selon nombre de participants)

Merci de nous préciser ci-dessous votre adresse mail pour toute information à vous communiquer !

Coût estimé par personne en chambre double : 150 euros (nuit à l'hôtel Ariana à Villeurbanne et petit-déjeuner buffet – repas de samedi midi et dimanche midi – promenade en bateau - transport TCL)

[non compris : trajet Dijon/Lyon – repas libre du samedi soir et spectacle « Nuits de Fourvière »]

100 euros demandés à l'inscription (50 euros si vous ne dormez pas à l'hôtel) ; solde demandé le jeudi 20 mai.

Bulletin d'inscription à renvoyer avant le vendredi 12 mars 2010

par courrier accompagné d'un chèque de 100 euros (ou 50 euros : voir ci-dessous) à Didier DOIX
Le Fichau, 71130 CHASSY - e-mail. didier.doix@gmail.com - tél. 03 85 85 41 40

Madame/Monsieur _____

demeurant _____

téléphone : _____

mail : _____

- s'inscrit au voyage de l'APHG-Bourgogne à Lyon **les 12 et 13 juin 2010** :

hôtel en chambre double (avec la personne suivante :

_____)

hôtel en chambre individuelle

logera à Lyon par ses propres moyens

- verse **100 euros** (50 euros si ne loge pas à l'hôtel) **d'acompte par personne** (chèque joint à APHG-Bourgogne).